

ETAT ISLAMIQUE ET DEMOCRATIE

PAR RAOUL GROSS

11 OCTOBRE 2014

À l'heure où le monde est préoccupé par la guerre menée par le djihadisme de *l'Etat Islamique Autoproclamé (Daesh)*, en Syrie et en Irak, il me semble important de pouvoir porter quelques réflexions que ces conflits font naître.

On a pu voir, depuis l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, certains groupes wahabistes portant la doctrine d'un islam réducteur venir s'allier avec la prétention politique des *Frères Musulmans* de créer et d'instaurer un Etat théocratique islamique. Depuis lors, cette idée a fait son chemin et s'est renforcée, dans une lutte qui ne pouvait être qu'armée, à travers les guerres territoriales en Afghanistan, Bosnie, Algérie, Egypte, Irak, et accrue par les réactions de l'occident suite au 11 septembre 2001. L'opposition manifestée par George W. Bush contre ce qu'il a qualifié d'Axe du Mal, donnant pleine légitimité à ses guerres « pour combattre le terrorisme », a eu pour conséquence de générer une résistance encore plus grande et de favoriser la naissance de nombreux noyaux et groupuscules radicaux se réclamant d'un islam *luttant contre l'envahisseur occidental*, disséminé à travers différents pays du monde.

On sait comment la thèse d'un « choc des civilisations » a pu naître et se renforcer dans le livre du même titre de Huntington, et comment ensuite des penseurs musulmans comme Tarik Ramadan ont du présenter un « islam d'occident » pour tenter de *concilier* nos valeurs démocratiques des droits de l'homme avec l'islam. En effet, si la culture islamique a trouvé son berceau dans un Etat théocratique, l'islam, véhiculé par les musulmans d'occident, est - toujours selon Tarik Ramadan-, un islam respectueux d'abord des constitutions nationales des pays où il se trouve.

Aujourd'hui le problème se pose de cette compatibilité entre islam (comme religion) et occident (en tant que système de valeurs démocratiques et libérales), car la sphère du religieux est entrée dans le champ des intérêts politiques, stratégiques et culturels prenant à partie des pays et des populations entières.

Cette question a pour toile de fond l'irréductible *antinomie entre Etat laïc et théocratie*: dans la conception d'un Etat laïc, le politique s'interdit d'être gouverné par

des textes, des lois, des dogmes ou des conceptions religieuses, issus d'une quelconque révélation; et par contre, dans une théocratie, c'est justement la dimension religieuse historique avec l'affirmation que toute moralité, *toute loi* et toute éthique n'est fondée en droit et en fait que sur une révélation divine. Ces deux conceptions de l'état et du pouvoir sont donc irréductiblement antinomiques. Ainsi, avec *l'Etat Islamique Autoproclamé* et la volonté de réinstaurer un califat islamique (*Daesh*) fondé sur une *politique de droit divin*, la laïcité est niée et devient incompatible avec cet islam-là. Avec cette négation de la laïcité apparaît la privation de libertés fondamentales, comme celle de contester, de penser, de réfuter des lois (chariahs ou *fattwahs*), ou de résister contre un Etat qui ne se légitime qu'à partir d'une volonté divine et l'interprétation de celle-ci. Certaines communautés ou groupes extrémistes, djihadistes ou talibans, sont ainsi devenus incompatibles avec les valeurs constitutionnelles de l'occident, droits de l'homme et éthique de la discussion, notamment.

Il faut être attentif au fait que là où la religion a été exclue de la politique, comme en occident, en faveur d'une *éthique de la discussion*, (cf. Jürgen Habermas), la création d'une pensée démocratique au sein d'un espace public est facilitée. Car c'est dans la discussion, base de tout Contrat social, que se construisent les politiques des gouvernements, se posent les décisions politiques et économiques, à partir d'une libre pensée. La guerre qui maintenant oppose l'islam djihadiste *luttant pour un état théocratique, immuable dans sa morale*, à une démocratie de la discussion *s'adaptant aux circonstances* et à l'histoire changeante des sociétés, révèle une incompatibilité de conceptions philosophiques de l'Etat et de l'homme en tant que sujet et acteur de l'Etat. Or, les exactions et privations commises aujourd'hui en Irak et en Syrie par *Daesh* dénotent d'une *domination par la contrainte au nom de Dieu* qui fait problème dans l'islam. On sait, en effet, combien la domination et la privation de liberté reste pour les "musulmans d'occident" antinomique avec leur devoir de tolérance culturelle, religieuse et politique.

Par ailleurs, les motivations des différents belligérants du conflit entre coalition occidentale et Etat islamique, s'opposent dans des intérêts contradictoires.

L'instauration d'un nouveau califat islamique, soutenu par des exactions terroristes et un Etat qui impose toute son idéologie par la terreur, peut faire naître parmi les états occidentaux une peur légitime de gangrène qui finirait par les détruire en sapant leurs valeurs fondamentales: les droits de l'homme, la laïcité, la démocratie. La guerre menée contre *Daesh* serait justifiée ne fût-ce que pour se prémunir de ce péril. Le Califat, quant à lui, peut considérer la démocratie libérale comme le lieu où l'homme peut dévier dans la folie de tous les excès et des intérêts égoïstes, monétaires, et capitalistes.

Encore faut-il se pencher sur la question (traitée ailleurs dans ce site) du droit d'ingérence et des motivations de toute guerre que l'on dit "juste", et se poser la

question des instances qui peuvent légitimer une intervention étrangère sur une autre partie du monde. Pour que la peur d'une gangrène terroriste niant les bases de nos sociétés occidentales justifie l'intervention militaire, on doit comprendre que cette peur du « terrorisme » est -positivement parlant- une *volonté de préserver sa vie*, et la liberté de se gouverner, de commercer, et de se rendre justice *suivant la raison*, en évitant la dangereuse soumission à la foi. Celle-ci peut en effet nier toute autonomie anthropologique par l'imposition de conditions idéologiques sous condition de mort. À noter que cette exigence de préserver et protéger la vie et les choix et libertés individuelles par la tolérance et la laïcité, existe aussi, -je le répète- chez la majorité des musulmans, d'occident ou d'ailleurs.

La guerre menée contre l'Etat Islamique Autoproclamé a donc pour toile de fond une lutte pour la vie, pour la liberté d'expression et pour une éthique et une justice de la discussion (démocratique) qui fasse évoluer la société librement et suivant les nécessités de l'époque. C'est une lutte contre la terreur et une volonté de se protéger; en somme, la tolérance et le respect de l'autre et de ses différences devrait ici prendre les armes pour sa défense. Un "islam djihadiste, terroriste ou taliban" qui soumet hommes, femmes et enfants à des lois proclamées "divines" *sous peine de mort* devient un "islam de la terreur", ce qui d'ailleurs est également antithétique avec la tolérance de la diversité que l'on trouve prônée dans le Coran soucieux d'assurer la coexistence des religions entre elles.

Les exactions, les assassinats, la volonté de colonisation et l'esclavage dont Daesh se rend coupable laissent à penser qu'un tel Etat dictatorial et fondé sur une idéologie ne devrait être que légitimement combattu, mais d'abord au sein des pays qu'il destabilise directement (Irak-Syrie), ou à leurs frontières, par nécessité d'endiguer la propagation de la terreur et de la mort. La question de l'ingérence militaire de l'ONU, des Etats Unis ou de l'Europe, cependant, reste encore à trouver une justification philosophique. Nous avons relevé ici une légitimité de guerre quand les fondements démocratiques, sécuritaires et moraux de l'occident sont en jeu. D'autres articles sur ce site tenteront d'analyser (philosophie du droit, philosophie économique, religion, philosophie morale) le droit d'ingérence et d'apporter un éclairage sur la justification de cette guerre, aux niveaux économique et stratégique des belligérants.

La question se pose encore de la possibilité diplomatique de gérer ce conflit: comment, en effet, satisfaire aux exigences -ou répondre aux motivations- de ces terroristes? Et peut-on privilégier la diplomatie à l'intervention armée? Il faudrait encore que cela soit encore moralement acceptable, tant on sait qu'avec la terreur on pense majoritairement qu'il ne faut jamais négocier et qu'il faille la faire taire en répondant par une autre violence, militaire ou policière.